

WEC - Reykjavik 2009

Discours de Pierre Gadonneix à l'Assemblée Executive

Introduction

Mesdames, messieurs,

Chers amis,

Depuis 3 ans que vous m'avez élu à la présidence du WEC, le monde a changé. La question climatique est désormais prise très au sérieux. Mais la crise est survenue. Elle tend à décourager les efforts pour conjurer la menace climatique. En revanche, dans cette épreuve, plus personne ne dit que le marché va tout résoudre et les politiques publiques ont un rôle reconnu.

Notre Issue Survey reflète cette prise de conscience et place le climat et la crise mondiale en tête de vos préoccupations.

Oui, les trois défis que nous avons identifiés à Tallin et à Rome – **le défi de la sécurité d'approvisionnement, le défi climatique et le défi des inégalités** – sont plus que jamais d'actualité.

- **Comment la crise les impacte-t-elle ?**
- **Quelles politiques publiques faut-il mettre en œuvre ?**
- **Quel rôle le WEC peut-il jouer ?**

Telles sont les trois questions que je voudrais aborder devant vous.

1. Les effets de la crise sur les enjeux énergétiques sont considérables

Jamais crise n'a été aussi rapide et aussi globale.

Dans notre secteur, elle provoque un triple choc :

- Un choc sur la demande dans le monde : moins 2% sur la demande d'énergie primaire en 2009 ; moins 3% sur le pétrole ; moins 3,5% sur l'électricité ;
- Un choc sur les prix avec un niveau de volatilité extrême des combustibles et des matières premières ;
- Un choc sur la capacité d'investissement qui frappe d'abord les acteurs de petite et moyenne taille.

Cependant, les trois enjeux énergétiques de long terme, climat, sécurité d'approvisionnement, inégalité, demeurent et s'en trouvent même exacerbés.

1.1 Concernant le climat, la crise entraîne la baisse des émissions de CO₂, mais vous conviendrez que ce n'est pas la bonne solution. De plus, la tentation est grande de préférer des investissements peu capitalistiques mais polluants à des moyens propres mais plus chers. Or nous avons déjà atteint le niveau de CO₂ maximum que nous nous étions fixé pour respecter l'objectif d'un réchauffement de +2°C. Ce qui veut dire qu'il faudrait que les émissions de CO₂ n'augmentent plus du tout. Nous devons donc tout faire pour éviter que la sortie de la crise économique aggrave la crise climatique.

1.2 Quant à la sécurité d'approvisionnement, cet enjeu est encore exacerbé par le ralentissement des investissements. Or nous devons investir dans l'efficacité énergétique et dans de nouvelles capacités de production, en nous efforçant de diversifier nos ressources. Si nous ne faisons rien, le redémarrage de l'activité risque de provoquer une flambée du prix des énergies fossiles.

1.3 Concernant les inégalités, la crise les accroît, entre pays et à l'intérieur de chaque pays. L'OIT prévoit ainsi une augmentation de 200 millions des travailleurs pauvres dans le monde.

L'évolution du climat creuse encore ces inégalités, car ce sont souvent les régions les plus pauvres qui vont en souffrir le plus.

Pourrons-nous répondre aux défis qui sont les nôtres sans une attention accrue à ces inégalités ? L'économie elle-même le réclame : les inégalités pèsent sur le développement en affaiblissant la demande. **Lutter contre les inégalités, c'est aider au redémarrage de l'économie.**

L'écologie le réclame aussi : **l'accès aux formes modernes d'énergie des 2 milliards qui en sont privées permet de diminuer les pollutions locales.** Et la diffusion plus large et plus rapide des technologies propres au travers de mécanismes de solidarité internationale peut réduire les pollutions locales et limiter les émissions de CO₂. Ce qui suppose aussi l'accès à l'éducation.

Ma conviction est que la crise nous amène à voir combien les trois défis du climat, de la sécurité d'approvisionnement et des inégalités sont solidaires : nous ne pouvons résoudre aucun des trois durablement sans les deux autres et, à mes yeux, sous l'éclairage de la crise, le défi central, c'est celui de l'inégalité.

Nous disposons des technologies pour répondre à nos défis. D'autres sont en préparation. Pour déployer ces technologies plus vite et plus massivement dans tous les pays, y compris les moins riches, pour garantir que les innovations seront bien au rendez-vous, nous avons besoins de politiques publiques.

2. Plus que jamais, nous avons besoin de politiques publiques renouvelées

2.1 Les politiques publiques vont être clés pour mettre nos systèmes énergétiques sur les rails de la croissance propre.

C'est un des points que le WEC a mis en lumière dans son scénario 2050 et en lançant une étude spécifique sur ce sujet. Notre vision est de plus en plus partagée dans le monde, depuis l'intervention massive des Etats face à la crise.

Les gouvernements ont commencé à agir avec des plans de relance dont une partie (environ 15%) vise à développer les énergies propres (efficacité énergétique, renouvelables, nucléaire, réseaux, transport). C'est un premier pas, mais il faudra aller plus loin.

Le climat est un problème global. La sécurité d'approvisionnement est un problème global. Les solutions sont donc globales et elles impliquent des solidarités. C'est bien tout l'enjeu de Copenhague.

2.2 L'étude Politiques Publiques du WEC apporte d'utiles éclairages aux décideurs

A la veille de Copenhague, quatre grandes priorités se dégagent de notre premier Rapport d'étude sur les politiques publiques de l'énergie, qui vous a été communiqué il y a quelques jours.

- D'abord, nous avons besoin d'une visibilité sur le long terme.

Nous le savons bien dans notre secteur : nos investissements vivent plusieurs décennies.

A Copenhague, il nous faut aboutir à un accord clair de long terme, avec, selon les pays, des engagements de résultats sur des réductions d'émissions ou des engagements de moyens sur les politiques publiques. Quitte à être moins ambitieux, la priorité est là : **tracer clairement une route commune sur le long terme.**

- Deuxième priorité : il faut aussi veiller au design des politiques publiques.

On a vu que la crise financière trouve son origine dans des réglementations nationales mal conçues. Le domaine de l'énergie et du climat, global par nature, présente des risques similaires. D'une part, dans chaque pays, les politiques publiques doivent encourager les solutions qui dans la durée évitent un maximum de CO2 pour un minimum de coûts économiques et sociaux. D'autre part, à l'échelle du monde, les politiques nationales doivent être cohérentes entre elles. C'est un autre enjeu majeur de Copenhague.

- Troisième priorité : améliorer la gouvernance et mieux impliquer les opinions publiques.

Je suis convaincu que, partout dans le monde, les politiques publiques ont besoin de se repenser. Dans les pays les plus pauvres, il faut mettre l'accent sur l'éducation et la santé, bases de tout développement durable. Partout, les comportements doivent changer. Et ce n'est pas facile. Il y a loin entre accepter un principe et accepter de le mettre en œuvre dans sa vie quotidienne. Il nous faut donc mieux écouter nos concitoyens, dialoguer, former et informer, développer l'esprit de responsabilité de tous pour faire accepter les nouveaux projets.

- Quatrième priorité : la maîtrise des coûts.

Elle est à mes yeux primordiale et encore davantage en temps de crise. Il nous faut pouvoir déployer dès à présent toutes les technologies matures et compétitives : solutions d'efficacité énergétique, production d'électricité hydraulique, nucléaire, éolienne, charbon à haut rendement, Cycles combinés à gaz. Nous devons poursuivre et même intensifier l'effort de R&D sur les technologies de demain : Captage et Stockage du Carbone, nucléaire génération IV, photovoltaïque, véhicules propres, biocarburants de seconde génération. C'est une stratégie d'investissements utiles aussi pour stimuler l'économie et combattre la crise.

Et, j'en suis convaincu, le souci de rationalité économique passe par des prix vrais de l'énergie, couvrant l'ensemble des coûts (investissement, exploitation, environnement, y compris le prix du CO2). Presque tous les pays éprouvent des difficultés dans ce domaine. C'est pourtant la condition pour orienter et encourager les investissements nécessaires à la sécurité d'approvisionnement et à la lutte contre le changement climatique. Cela suppose de traiter la question des plus démunis de manière spécifique, par exemple par des subventions ciblées, comme s'y efforcent de nombreux pays.

Ces quatre priorités sont des défis que nous pouvons relever. Nous avons tous un effort à faire pour mieux comprendre ce que nous sommes en train de vivre et, plus que jamais, les décideurs ont besoin de lieux de réflexion pour les éclairer. **Le WEC, j'en ai la conviction, est certainement l'une des instances les mieux à même de le faire.**

3. Oui, je suis convaincu que le WEC a un rôle clé à jouer

Notre nouveau Secrétaire Général, Christoph Frei, va vous proposer un programme d'action pour les trois ans qui viennent et il a, bien entendu mon plein appui.

Sans déflorer le sujet je voudrais vous en donner l'esprit.

3.1 D'abord je voudrais vous faire partager deux convictions

La première est que le WEC a un positionnement unique qui doit en faire un organe encore plus écouté dans le monde. Il rassemble toutes les zones économiques du monde. Il rassemble pays riches, pays en développement et pays pauvres. Il rassemble toutes les énergies. Il rassemble des entreprises, des administrations et des agences gouvernementales. Ses propositions offrent donc toutes les garanties d'un large consensus et donc d'une grande acceptabilité.

Ma deuxième conviction, c'est que les études du WEC sont remarquables par leur capacité à porter cette riche connaissance des terrains les plus divers.

3.2 Voilà pourquoi nous pouvons avoir de grandes ambitions pour le WEC

Rétrospectivement, nous voyons combien nous avons vu juste, combien nos études ont été pertinentes. Mais l'avons-nous bien fait savoir, avons-nous publié à temps des résultats parlants ? Nous devons adapter nos rythmes aux rythmes du monde. Ce que je vous propose, c'est d'augmenter la voilure.

- **Nous devons en particulier renforcer nos comités membres, qui sont le cœur du WEC,** pour intensifier notre vie interne, accroître notre visibilité, établir un contact plus étroit, plus régulier avec les décideurs.

- **Nous devons mieux faire connaître nos travaux,** communiquer régulièrement sur leur avancement, sans attendre que le point final y soit mis.

Cela suppose des moyens accrus que Christoph Frei vous détaillera.

Plus nous serons connus et reconnus, plus nous attirerons des parties prenantes prêtes à nous apporter leur soutien. Plus nous les attirerons, mieux nous ferons vivre nos comités et plus nous serons connus et reconnus. C'est ce cercle vertueux que je vous propose.

Conclusion

Nous sommes en face d'un défi économique, écologique et humain de première grandeur. La crise mondiale s'est ajoutée à la crise énergétique, elle ne l'a pas supprimée.

Mais je suis convaincu que cette crise peut nous servir à rebondir autrement.

Je suis convaincu que nous pouvons en faire une opportunité.

Je suis convaincu que la mobilisation des Etats qu'elle provoque est pour nous une occasion de montrer que les investissements dans l'énergie, dans le climat, dans la diminution des inégalités peuvent aider à atténuer la crise économique.

Je crois fortement qu'investir pour un avenir énergétique durable, c'est aussi oxygéner le présent.

Le WEC, j'en ai la conviction, a un grand rôle à jouer pour aider le monde à mieux penser l'énergie pour agir mieux, et, si vous m'accordez à nouveau votre confiance, c'est dans ce sens que j'ai l'ambition de nous mener.